

EN TURQUIE, LES DROITS DE L'HOMME D'UN SEUL HOMME

Erdogan, le Premier ministre, impose à son peuple une politique de la terreur et de la corruption.

Bahar Kimyongür

« Un estomac creux n'est pas un bon conseiller politique » disait Albert Einstein. Il semblerait qu'un ventre bedonnant ne le soit pas non plus. L'embonpoint dont il est question ici est celui de l'économie turque vantée *ad nauseam* par le bouillonnant Premier ministre Recep Tayyip.

Dès sa première victoire électorale, le leader du parti de la justice et du développement (AKP) a bâti son succès sur la croissance économique. Son credo était alors « la prospérité apportera la démocratie ».

Douze ans plus tard, hormis quelques réformes cosmétiques islamo-compatibles telles l'autorisation du port du voile dans la fonction publique, la suppression de la prestation de serment kémaliste à l'école primaire ou encore l'autorisation d'enseigner le kurde dans les écoles privées, rien ne semble avoir fondamentalement changé.

en vertu de la loi antiterroriste, record mondial de violences faites aux femmes.

A l'échelle européenne, le palmarès de la Turquie est tout aussi déplorable. La Turquie est en effet la championne d'Europe en mortalité infantile, en nombre de morts au travail, en incendies de forêt souvent provoqués par la mafia immobilière. C'est aussi l'un des pays les plus condamnés par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) pour violation de l'article 10 portant sur la liberté d'expression.

Selon des statistiques des arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'homme, depuis sa création en 1959 à l'année 2011, la Turquie occupe la tête du palmarès avec 2.404 condamnations pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme. Un record qualifié de « tableau de la honte » par le journal libéral Milliyet.

Gezi, un tournant dans la résistance et la répression

La répression d'Etat, déjà fort élevée en 2002 à l'arrivée au pouvoir d'Erdogan et de son parti, s'est intensifiée en juin dernier, lors de la révolte populaire contre un projet immobilier lucratif menaçant le parc Gezi à Istanbul.

Neuf manifestants ont perdu la vie, victimes des brutalités policières. Plus de 8.000 manifestants ont été blessés, dont certains se trouvent toujours dans un état grave.

Durant plusieurs semaines de canicule climatique et politique, Istanbul a sombré dans une nuée de gaz lacrymogènes hautement nocifs, rendant l'air de cette ville polluée plus irrespirable que jamais. Des centaines de personnes souffrent, depuis lors, de problèmes respiratoires tandis que le nombre de décès par inhalation de gaz lacrymogènes ne cesse d'augmenter.

La chambre turque des ingénieurs chimiques (KMO) tente, depuis plusieurs années, de faire reconnaître les gaz au poivre de la police anti-émeutes comme une arme chimique mortelle, et demande leur interdiction.

Le danger de ces gaz lacrymogènes ne vient cependant pas uniquement de leur toxicité. Le contenant tue tout autant que le contenu. Quelques exemples.

Le 9 septembre 2013, Ahmet Atakan, habitant d'Antioche, perd la vie suite à un tir de gaz lacrymogène depuis un « Scorpion », un blindé léger de la police turque. La capsule de gaz lui défonce le crâne.

Le 11 mars 2014, Berkin Elvan (14 ans), décède d'un tir de gaz lacrymogène après 262 jours de coma. Le jeune Berkin était sorti de chez lui pour acheter du pain. Sur les images vidéo transmises au juge d'instruction, on aperçoit un policier tirant une capsule de gaz à bout portant.

Le 13 mai, Mehmet Istif (36 ans) meurt d'un cancer de la langue provoqué par un tir de gaz lacrymogène.



Le palmarès de la honte

Si, aujourd'hui, le boom économique a hissé le pays parmi les vingt plus grandes économies mondiales, les domaines dans lesquels la Turquie remporte des médailles d'or sont bien moins glorieux.

La prison turque tue toujours autant. Davantage par l'incurie de l'administration envers les détenus malades ou par la coercition inhérente au régime d'isolement que par la torture classique. La Turquie détient plusieurs tristes records en matière de répression : record mondial du nombre de journalistes emprisonnés, record mondial de détenus politiques poursuivis

E SONT LES DROITS

L'arme du policier et le visage du manifestant n'étaient séparés que de 40 centimètres !

Le 22 mai, Ugur Kurt (30 ans) décède d'une balle (réelle) dans la nuque tirée par la police, en plein coeur d'Istanbul. Il assistait aux funérailles d'un proche au temple alévi d'Okmeydani. Un peu plus loin, dans la ville, se déroulait une manifestation de soutien à la famille de Berkin Elvan et aux 301 mineurs de fond morts dans l'accident de Soma .

La théorie du complot

Alors que le sang de jeunes manifestants macule les rues du pays, Erdogan lui, félicite sa police et distribue des « gifles ottomanes » à ses adversaires. Au lendemain de son élection municipale du 30 mars, il a promis de leur mener une chasse aux sorcières et de les poursuivre « *jusque dans leur antre* ».

La violence verbale et parfois physique d'Erdogan envers les citoyens mécontents ont atteint un tel niveau que le doute s'insinue jusque dans les rangs de son électorat ultra-conservateur.

Récemment, les ennemis traditionnels d'Erdogan (gauche radicale, forces syndicales, autonomistes kurdes, laïcs, alévis, kémalistes) ont été rejoints par son frère ennemi, le prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis et à la tête d'une puissante confrérie religieuse. Avant son exil, Gülen a formé une élite dans ses écoles et fondations, laquelle a infiltré tous les rouages de l'Etat. Après s'être servi de lui pour conquérir le pouvoir, Erdogan a jeté son allié comme un vulgaire kleenex, et ordonné la fermeture de ses écoles privées. A chaque contre-attaque médiatique ou policière des

Alors que le sang des jeunes manifestants macule les rues du pays, Erdogan, lui, félicite sa police et distribue des « gifles ottomanes » à ses adversaires.

hommes de Gülen contre le gouvernement, Erdogan pourfend l'« Etat parallèle », dont il s'est pourtant généreusement servi pour mater ses ennemis historiques. Même des groupes financiers, tel le Dogan Holding géré par Aydin Dogan, le magnat de la presse qui contrôle plus de la moitié des médias privés, sont entrés en dissidence. L'enregistrement d'une conversation téléphonique entre le Premier ministre et le ministre de la Justice, posté le 3 mars dernier sur les réseaux sociaux, a révélé qu'Erdogan a sollicité l'intervention directe de Sadullah Ergin (remplacé depuis par Bekir Bozdogan) dans un procès, dans le but de faire condamner le magnat de la presse pour une infraction à la loi sur les marchés des capitaux.

Rompant à la rhétorique victimaire et conspirationniste, le sultan accuse ses opposants d'ourdir un « grand complot » destiné à le renverser. Erdogan charge donc personnellement ses obligés de mener la répression, et



Un an après le début de la révolte populaire, les manifestants turcs ont à nouveau envahi la place Taksim pour marquer ce sinistre anniversaire. La répression policière a été féroce.

ce au mépris total de la séparation des pouvoirs.

Suite à l'« accident » de la mine de Soma, des partisans de l'AKP ont fait circuler sur les réseaux sociaux une fausse rumeur selon laquelle le parti kémaliste CHP était responsable de l'incendie dans la mine. Ce massacre serait, selon eux, un attentat destiné à jeter l'opprobre sur Erdogan et son parti, l'AKP.

Pourtant, toutes les enquêtes indépendantes dénoncent les négligences et l'avidité criminelle de la direction minière. Ainsi que l'indifférence coupable de la majorité parlementaire qui, vingt jours avant l'accident, a rejeté la proposition émise par l'opposition de constituer une commission d'enquête sur les normes de sécurité dans la mine controversée.

Silence, on pille en famille !

Chez les Erdogan, on aime l'argent. Burak, le fils aîné du Premier ministre, a constitué en un temps record une flotte de six navires de transport de marchandises. Son second fils, Bilal, se livre au commerce de l'or. Le 17 décembre 2013, une vaste opération anti-corruption a secoué le premier cercle d'Erdogan, dont Bilal. Les enregistrements des conversations entre Erdogan et Bilal datant de ce jour-là sont sans équivoque. On reconnaît aisément la voix du

Premier ministre ordonnant à son fils de faire disparaître des dizaines de millions d'euros acquis de manière illicite. Après la publication de ces bandes sonores, le Premier ministre a hurlé au complot et lancé une campagne de purges dans les institutions de l'Etat. Il a écarté

une centaine de policiers et de juges, et remodelé le Haut conseil des juges et des procureurs. Ces remaniements ont été assortis d'une persécution en règle contre les voix indépendantes et les réseaux sociaux. Un journaliste dérange ? Son licenciement est aussitôt réglé par un simple coup de fil du Premier ministre ou de son fils. Des enregistrements compromettants tombent sur les réseaux sociaux ? Erdogan ordonne le blocage de Twitter et de Youtube. Un commentaire télévisé heurte l'ego du Premier ministre ? Le directeur de la chaîne est sommé de retirer ses « calomnies ».

Il n'a pas fallu attendre longtemps pour voir cet homme, arrivé au pouvoir en dénonçant la répression et l'avidité de ses prédécesseurs, bâtir un véritable Empire de la peur et de la corruption.

Les mouvements sociaux, qui n'ont pas perdu leur sens de l'humour malgré la répression policière, invitent Erdogan à aller consulter un bon psy... □